



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

IVème congrès Européen des économistes agricoles. Marchés et prix agricoles.

John Ashton

Citer ce document / Cite this document :

Ashton John. IVème congrès Européen des économistes agricoles. Marchés et prix agricoles.. In: Économie rurale. N°167, 1985. pp. 3-5;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1985.3151>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1985_num_167_1_3151

Fichier pdf généré le 08/05/2018

IV^e CONGRÈS EUROPÉEN DES ÉCONOMISTES AGRICOLES

Kiel, République Fédérale d'Allemagne

3 - 7 septembre 1984

MARCHÉS ET PRIX AGRICOLES

John ASHTON*

C'est avec beaucoup de plaisir que je souhaite la bienvenue aux délégués et aux visiteurs de ce quatrième congrès de notre organisation. J'ai eu l'honneur de présider l'Association pendant les 3 dernières années et ce congrès vient de marquer la fin de mes fonctions. J'ai eu également l'honneur de participer très intensivement à l'édification de l'association européenne. Il a fallu des années, et un dialogue permanent entre quelques économistes agricoles, avant que se tienne le premier congrès européen à Uppsala (Suède) en 1974. C'est là que l'Association vit le jour, et que furent définis ses objectifs et ses statuts. Par la suite, ont été organisés les congrès de Dijon (France, 1978) et de Belgrade (Yougoslavie, 1981).

En dehors de son congrès triennuel, l'Association organise des rencontres de spécialistes environ deux fois par an. Chaque symposium est organisé par des personnes ou par des institutions mais revêt le caractère d'une manifestation de l'AEEA, avec la publicité qui convient dans les Nouvelles Brèves. Mais il faut intensifier nos efforts pour améliorer ces rencontres professionnelles, et accorder encore plus d'attention à la qualité des programmes.

A ces activités de notre association, s'ajoute une action en vue de stimuler une collaboration entre les ressortissants de différents pays et à encourager les échanges entre les étudiants et entre les spécialistes. Il est également nécessaire de renforcer les liens entre nos pays, spécialement ceux de l'Est et de l'Ouest. Cependant l'Association n'est pas seulement concernée par les problèmes spécifiquement européens. L'Europe est le plus grand importateur de produits agricoles et en est le deuxième exportateur. Il est donc essentiel de considérer nos interdépendances avec le reste du monde, particulièrement avec les pays en développement. Il est tout aussi nécessaire de tenir compte des rapports avec le reste de l'économie européenne. Malgré sa place dans l'économie, le secteur agricole ne saurait se mettre à l'abri des forces qui déterminent le progrès et le développement de la société. Les liens avec la macro-économie ne doivent jamais être négligés.

L'Association offre des occasions et des stimulants pour que se développe la profession d'économiste agricole en Europe. Au fil des années, beaucoup d'entre nous ont suivi une formation aux Etats-Unis, recevant une aide coopérative de nos collègues américains. J'aimerais que les Européens fassent preuve du même dynamisme. Ce dynamisme se manifeste aussi bien par une mobilité au sein de la profession, que par la libre circulation des informations et des travaux entre les secteurs public et privé. L'agriculture européenne couvre un champ à la fois économique, social et politique. Une AEEA forte devrait être le lieu où les économistes agricoles européens se stimuleraient mutuellement, en même temps qu'ils profiteraient de stimulations plus largement internationales.

Rappelons les thèmes des premiers Congrès : à Uppsala (1975), « les perspectives du développement de l'agricul-

ture européenne dans le court terme » ; à Dijon (1978), « l'agriculture européenne dans une économie de plus en plus intégrée » ; à Belgrade (1981), « l'agriculture et le développement régional en Europe ». Ces thèmes reflètent les différents aspects du rôle de l'agriculture dans une économie industrielle et du développement rural ; ils prouvent l'intérêt suscité chez les économistes agricoles. Mais l'importance du bien-être économique des agriculteurs, celle des dépenses publiques engagées dans le secteur agricole nous ramènent aux sujets traditionnels que sont l'économie de la production, la gestion de l'exploitation agricole, le commerce et plus particulièrement - c'est notre thème aujourd'hui - les prix et marchés agricoles.

Dans tous les pays européens on s'est éloigné du modèle néo-classique de formation des prix et de marchés agricoles libres et concurrentiels. Dans les économies planifiées de l'Europe de l'Est, le secteur agricole en tant que partie intégrante de l'économie générale est planifié dans le détail. Dans l'Europe de l'Ouest, l'intervention sur les marchés et les prix agricoles, bien qu'à des degrés divers, est souvent très considérable. Les prix et les marchés fournissent aux producteurs et aux consommateurs les indications nécessaires quant à l'affectation des ressources dans le secteur agricole. Nos divers systèmes d'intervention ont cependant comme conséquence une mauvaise affectation des ressources. Ceci se passe en particulier quand on encourage des investissements économiquement inefficaces. Une partie considérable du bénéfice découlant de cette intervention va aux inputs, particulièrement à travers les prix fonciers et les rentes. Le bénéfice n'est donc pas perçu par les agriculteurs, pour lesquels ont été prises ces mesures, mais plutôt par les propriétaires fonciers.

Il y a plusieurs façons d'intervenir sur le marché : contrôle des prix, organisations telles que les coopératives, offices de commercialisation, agences publiques, recouvrant différentes charges, plus ou moins dissimulées, imposées aux consommateurs. Le public dans son ensemble (sauf bien entendu si un intérêt particulier est en jeu) n'est pas vraiment conscient de cet abandon du modèle concurrentiel, ni des coûts que cela entraîne pour lui. Surtout si l'intervention, politique, devient diffuse et moins efficace.

L'intervention agricole et les distorsions qui en découlent ne sont pas cependant réservées à l'Europe. Le reste des pays industrialisés, de même que les pays en développement, connaissent des faits semblables sinon pires. Le problème est plus évident dans les pays en développement à cause de la simplicité de la structure économique, et de la prédominance du secteur agricole. Mais, à l'inverse de ce qui se passe pour les pays industrialisés, les prix, trop bas pour stimuler l'offre nécessaire, entraînent l'utilisation de devises rares pour l'importation de denrées alimentaires. Dans un numéro récent de « The Economist » la situation était ainsi décrite :

* Président de l'Association Européenne des Economistes Agricoles (AEEA), septembre 1981 - septembre 1984.

« Depuis 1945, en fixant dans les pays riches des prix artificiellement élevés et dans les pays pauvres des prix artificiellement bas, les gouvernements ont réussi à étouffer la production agricole là où elle est le plus nécessaire, et à la stimuler là où les agriculteurs pourraient exercer d'autres activités profitables. Le résultat est que 2% de la population agricole mondiale (les 24 millions d'agriculteurs des pays riches où moins de 10% travaillent dans l'agriculture) produisent le quart de la nourriture du globe et fournissent les 3/4 des exportations alimentaires. Les 38% restant (les 1,2 milliards de paysans des pays pauvres où les 3/4 de la population sont employés dans l'agriculture) produisent les 3/4 de la nourriture mondiale mais n'ont toujours pas assez à manger ».

Les implications de cette situation pour les paysans des pays en développement sont ensuite précisées dans l'article :

« Tandis que la plupart des démocraties riches protègent les 5% de leurs populations qui sont agriculteurs, la plupart des dictatures pauvres continuent à exploiter 70% de leurs paysans. Des offices publics de commercialisation obligent ceux-ci à vendre leurs récoltes à des prix inférieurs à ceux du marché mondial. Les gouvernements maintiennent des taux de change surévalués, abaissant artificiellement les coûts des importations alimentaires. Leur objectif prédominant a souvent été de s'industrialiser par tous les moyens et d'investir les surplus de la campagne dans les villes. Les paysans ont émigré vers les villes où la nourriture était bon marché, et ceux qui sont restés se sont retirés dans une agriculture de subsistance ».

De plus, il apparaît que l'intervention publique en agriculture ne tend pas à diminuer. Elle prend au contraire de plus en plus d'ampleur. Pour des raisons d'équité les revenus sont soutenus en général par le mécanisme de support des prix, entraînant l'augmentation de la production et l'amélioration de la productivité. En conséquence, les politiciens se trouvent nécessairement confrontés au dilemme du choix entre les objectifs d'efficacité et les objectifs d'équité. Il y a également un intérêt politique réel concernant la sécurité et la stabilité alimentaires. L'intervention gouvernementale est, de nos jours, influencée par de nouveaux facteurs offrant un complexe d'arguments nouveaux. Partout à travers le monde se fait entendre un appel à la protection de l'environnement. L'intérêt porté à la santé et à l'alimentation aussi bien humaine qu'animale, se répand et croît. Il y a évidemment, dans une certaine mesure, un courant opposé soutenu par le lobby agricole lui-même. Les coûts des mesures de soutien de l'agriculture se font progressivement sentir avec l'ampleur de la récession économique, ce qui garantit un certain succès à cet appel. La puissance du lobby alimentaire va probablement diminuer au fur et à mesure que s'améliorent l'éducation et l'information sur la santé et l'alimentation, et que changent les comportements des consommateurs. Quand il s'agit de politiques destinées à restreindre la liberté de décision, la volonté des politiciens est soumise à certaines limites. Parallèlement le lobby de l'environnement va mieux s'établir et gagner de l'importance avec l'amélioration de l'information des populations urbaines, l'augmentation de leur mobilité et la manifestation de leur préférence pour les objectifs publics définis par les environmentalistes.

La difficulté est que toute intervention initiale engendre inévitablement des problèmes qui nécessitent encore plus d'intervention. Le résultat est que les distorsions s'aggravent et que l'écart avec l'efficacité économique augmente. Ainsi, par exemple, dans la CEE, le système de support des prix a causé une surproduction qui entraîne, dans le cas du lait, des mesures comme les quotas et les incitations à la retraite. Au lieu de reconnaître le rôle essentiel du prix en tant que déterminant de l'offre, les politiciens, quand il s'agit de réduire l'offre, préfèrent toute autre mesure à l'ajustement des prix. Le problème reste que le prix détermine les recettes et partant les revenus. Les politiciens, cherchant à maintenir le niveau des revenus, ne peuvent

donc pas se permettre la réduction nécessaire des prix afin de ramener le marché à l'équilibre concurrentiel.

Dans la première moitié de ma carrière professionnelle, j'ai servi le gouvernement. J'ai ainsi été en mesure d'observer les pressions sur les prises de décision en matière de politique agricole. Elles sont nombreuses et variées, et bien qu'actuellement les décisions paraissent être prises en faveur des agriculteurs, il ne manque pas de pressions et les faire changer de direction. Ainsi les commerçants et les industriels se font entendre, de même que les consommateurs, les propriétaires fonciers et les ministères des finances. Je me demande quelquefois si effectivement les économistes agricoles prennent assez en considération les intérêts divers qui influencent la politique agricole et s'ils comprennent bien que tous ces intérêts méritent d'être étudiés.

Un contraste nouveau et curieux apparaît peu à peu entre les pays de l'Est et de l'Ouest. On assiste dans les pays de l'Ouest à l'introduction de mesures quantitatives pour contenir les conséquences budgétaires de la politique de soutien des revenus et pour régulariser le commerce extérieur (aussi bien les importations que les exportations). Dans les pays de l'Est la reconnaissance du marché se fait nettement remarquer dans son rôle stimulateur quant à l'augmentation de la production et de la productivité à travers le système de prix. Ce qui a conduit à une certaine décentralisation dans la prise de décision et à une certaine confiance vis-à-vis des indications du marché. Les deux groupes de pays appliquent ainsi une stratégie mixte, constituée par les forces du marché et des contrôles physiques tels que les quotas.

Une des difficultés des politiques agricoles dans les économies de marché est qu'elles ont à peine tenu compte de la croissance de la productivité. Cependant cette croissance, d'environ 1,5 à 2% par an en Europe de l'Ouest, devrait atteindre les mêmes proportions dans l'Est de l'Europe. Les politiques de prix ont très rarement reconnu les profits que les producteurs tirent d'une telle croissance de la productivité. Au bout d'un certain nombre d'années, ces profits deviennent considérables et peuvent avoir un effet énorme sur la forme et le développement futurs de l'industrie. Une grande partie de ces profits provient de ressources publiques : investissements dans la recherche, le développement et la vulgarisation agricoles, intervention publique en faveur de l'agriculture. On peut à juste titre suggérer que les consommateurs et les contribuables devraient pouvoir bénéficier de ces développements à long terme de l'industrie (bien que, déjà, les consommateurs profitent de l'érosion des prix réels alimentaires en période d'inflation). Le problème politique est que les propriétaires fonciers en profitent aux dépens des fermiers, en ce sens que les bénéfices du soutien des prix sont captés par les prix fonciers et les rentes. Ainsi, même en cas de soutien de prix relativement élevé, les revenus des agriculteurs (une fois déduites les rentes et les charges de capital réelles) ne reflètent pas toujours l'augmentation de la valeur de rendement et l'accroissement de la productivité.

L'article cité de la revue « The Economist » suggère qu'il serait plus réaliste d'élaborer les politiques agricoles nationales sur un fondement international ; l'article donne plusieurs exemples qui montrent qu'une réorientation dans cette direction serait souhaitable. Le rôle des prix a certainement beaucoup plus d'importance dans les pays en développement. Et le plaidoyer pour des prix réalistes afin de stimuler la croissance, la productivité et les exportations,

attire un nombre croissant de partisans. Actuellement toute perspective de progrès quant à ces objectifs dans les pays en développement me paraît nébuleuse. Mais il est bien vrai que ce nouveau réalisme concernera également les pays industrialisés. Ceci vient renverser le cours des événements des quinze dernières années, dominé par le concept d'un nouvel ordre économique international, défini par la CNUCED et ses partisans. En effet ce mouvement a perdu de sa vitalité et a presque disparu du calendrier international. On peut considérer le Rapport Brandt comme son épilogue.

On commence aujourd'hui à identifier ces problèmes spécifiques ; ils font l'objet d'analyses ; des solutions sont proposées. Ainsi par exemple, on assiste à un effort de restructuration des dettes des pays en développement où les paiements et les services forment la majeure partie des recettes d'exportation et des devises disponibles. On constate aussi un intérêt croissant pour l'aide alimentaire quand celle-ci entraîne le risque d'une dépendance à long terme et quand elle empêche les prix nationaux de stimuler une production intérieure croissante dans les pays aidés. On peut noter chez les pays exportateurs un souci croissant dû à l'obstruction des marchés et à l'effondrement des prix causés par l'exportation des excédents des pays développés, notamment de la CEE.

Tous ces domaines offrent aux économistes agricoles un vaste terrain d'observation. La performance des marchés et l'efficacité de la commercialisation sont plutôt négligées dans nos activités générales de recherche. En outre il n'y a guère d'études concernant l'efficacité des organismes de commercialisation, des offices, etc. (publics, parapublics ou favorables aux gouvernements). J'ajouterai à cette catégorie les organismes de crédits et de financement couverts par les gouvernements et qui sont à l'abri des contraintes économiques et commerciales affectant le reste de l'économie.

De même, le champ des études de produits offre de larges possibilités de recherches précises. Le problème découlant d'un système de prix fixes soutenus par les politiques de garantie est que le mécanisme de prix ne parvient plus à remplir sa fonction régulatrice du marché. Néanmoins, la variation des prix dans un tel système permet d'examiner à la fois la réaction de la demande et de l'offre, et les effets de la production en dehors de l'Europe sur les marchés mondiaux.

Un autre domaine de recherche est celui de la consommation. Nous observons une certaine croissance économique qui sans doute se prolongera dans le futur. Ce développement aura dans le long terme un effet profond sur les habitudes des consommateurs. Les conséquences ne seront pas seulement des changements dans la consommation, mais aussi des pressions liées aux aspects nutritionnels de l'hygiène et de la santé.

J'évoque ces potentialités de recherches sans tenter d'être précis ni exhaustif, mais plutôt pour souligner l'existence de domaines de recherches jusqu'ici négligés, pouvant cependant expliquer la formation des prix et les conditions du marché. De telles recherches amélioreraient le fondement de l'analyse et des données sur lesquelles se basent les décisions politiques. Elles permettraient également d'estimer les coûts d'opportunité de décisions s'écartant des solutions optimales.

En parlant de recherches je devrais peut-être redire que les économistes agricoles entrent en contact avec une audience assez vaste qui ne se limite pas aux universités et aux ministères. Elle comprend également les organismes de commercialisation coopératifs aussi bien que privés, les

industries de transformation et tout l'agro-alimentaire, ainsi que bien sûr les consommateurs et les contribuables. Les participants de ce Congrès, de par leurs activités professionnelles et leurs autres intérêts, appartiennent à ces différentes catégories. Regardant le programme du congrès, j'ai été frappé par la richesse et la diversité des communications présentées. Ceci m'a permis de remarquer que l'économie agricole est en bon état et que nous avons un fondement solide pour une semaine d'informations et de débats fructueux.

Vu le nombre de participants à ce congrès, je pense que son thème a suscité un vaste intérêt. Cette affluence s'explique par une meilleure et croissante information sur notre association, ainsi que par l'excellence de l'organisation et de l'emplacement procurés par nos hôtes. Néanmoins je trouve très intéressant que notre congrès ait attiré autant d'économistes agricoles venus d'Europe et d'ailleurs. Nous sommes probablement au seuil d'un changement concernant les niveaux d'intervention et de protection, l'alimentation et l'agriculture. Pour de jeunes économistes agricoles ces temps-ci ne sont pas seulement excitants, mais offrent également les possibilités de réajuster les priorités dans la recherche.

Les liens entre les économistes agricoles de plusieurs pays européens ont connu un certain développement avant même la création de notre association. Cependant l'association a beaucoup contribué aux échanges entre économistes agricoles en Europe et j'espère qu'il en sera ainsi dans l'avenir, particulièrement pour des domaines de recherches que j'ai mentionnés.

Ces développements peuvent conduire à une fertilisation réciproque de nos idées. La collaboration entre les universités et autres institutions dans l'élaboration de projets de recherches peut être bénéfique pour toutes les parties. La collaboration dans le domaine de la recherche est limitée et j'espère que l'association ne ménagera aucun effort pour la consolider. Et je pense ici particulièrement aux échanges d'étudiants. Dans la dernière décennie les étudiants universitaires et postuniversitaires ainsi que les personnels des facultés d'économie agricole ont été assez mobiles à travers l'Europe. Ceci mérite d'être encouragé. Nous avons reçu, dans ma faculté à Newcastle, plusieurs visiteurs dont la durée des séjours varie de quelques semaines à une formation complète.

Nous avons également pu envoyer nos étudiants dans d'autres pays européens. Ceci représente une très grande motivation pour les étudiants concernés. Et il est aussi intéressant pour les personnels de recevoir des étudiants avec des traditions et systèmes universitaires différents. A Newcastle nous avons tiré un très grand bénéfice de ces échanges.

Finalement je prononcerai quelques mots concernant la Revue Européenne d'Economie Agricole. L'économie agricole, comme les études industrielles, est géographiquement divisée en plusieurs compartiments. Afin de faciliter la coopération dans ce cas devenue nécessaire, la Revue Européenne joue un rôle primordial en tant que moyen principal de communication. Je souhaite que nous lui accordions le maximum de soutien afin de consolider les liens cordiaux et coopératifs qui existent entre nous pour qu'un jour la Revue Européenne devienne la publication officielle de l'Association Européenne.

Nous avons fait un long chemin depuis Uppsala en 1975. Et nous avons toujours un long chemin à parcourir. Néanmoins si le travail accompli jusqu'ici peut témoigner du développement futur de notre Association, ce chemin paraît direct et prometteur.